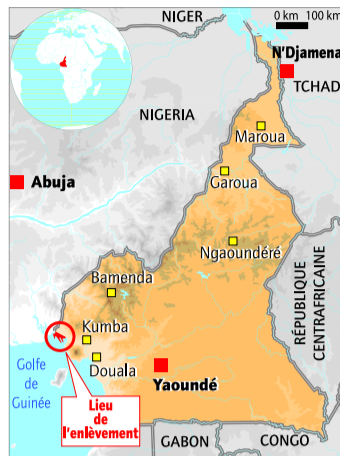


Pirates. Dix marins, dont six Français, sont toujours retenus par des rebelles camerounais

« Ça peut durer un, deux ou trois mois »



► Déjà quarante-huit heures d'angoisse. Pour les dix membres d'équipage – deux Camerounais, un Tunisien, un Sénégalais et six Français – enlevés dans la nuit de jeudi à vendredi à bord du *Bourbon Sagitta*, « un bateau-école avec plusieurs stagiaires à son bord, dont certains font leur premier voyage », précise anonymement un cadre de l'armateur Bourbon, basé à Marseille. Pour leurs familles aussi. L'épouse du chef mécanicien Pascal Le Costoec, à Moëlan-sur-Mer (Finistère), ne supporte plus la sonnerie du télé-

phone. Quand sa mère décroche et confie « ma fille est complètement sur les nerfs », celle-ci crie : « Coupe! mais coupe! » C'est la première fois que les Bakassi Freedom Fighters, bandits pêcheurs auteurs de plusieurs actes de violence contre les forces de sécurité

camerounaises, s'en prennent à des étrangers. Les voilà du coup propulsés sur le devant d'une scène diplomatico-médiatique à laquelle ils ne sont pas habitués.

Vendredi matin, peu après minuit, le *Bourbon Sagitta* est immobilisé par une manœuvre techni-

que. Il stabilise un tanker en train de charger du brut sur un champ pétrolier exploité par Total, à 180 km au large de Douala. Le *Bourbon Sagitta* devient une proie facile: « Les navires de ce type sont très facilement abordables. Ils naviguent au ras de l'eau, il suffit

« Les otages sont là, dans la forêt où on habite », ont prévenu les membres du groupe rebelle Bakassi Freedom Fighters.

Cinq autres navires français attaqués en 2008

■ 13 septembre : le thonier de Concarneau *Le Drennec* essuie une attaque à la roquette au large des côtes somaliennes.

■ 2 septembre : le voilier *Carré d'As IV* est arraisonné dans le golfe d'Aden. A son bord, Bernadette et Jean-Yves Delanne, deux skippers de Tahiti. Ils sont libérés le 16 septembre à l'issue d'un assaut de commandos de la marine française.

■ 2 août : deux membres de l'équipage du navire de ravitaillement *le Bourbon Apsara* sont enlevés à Onne, au sud du Nigeria; 16 hommes armés de fusils AK-47 les embarquent sur un hors-bord. Les deux Français sont libérés le 5 septembre : aucune précision ne sera donnée par la compagnie Bourbon ni par le Quai d'Orsay.

■ 4 avril : des pirates somaliens prennent d'assaut *Le Ponant*. Les 30 membres de l'équipage, dont 22 Français, sont libérés le 11 avril par les forces spéciales françaises.

■ 9 janvier : un autre navire de Bourbon, le *Leda*, est attaqué par des rebelles sur la rivière Bonny au Nigeria. Deux membres de l'équipage sont blessés.

d'être un peu souple et sportif pour pouvoir y embarquer même en pleine manœuvre », témoigne un ancien salarié de Bourbon.

Arrivés sur trois hors-bord, les pirates restent un quart d'heure à son bord. Ils repartent sans faire de blessés avec dix des quinze membres d'équipage. Impuissants, les collègues basés sur la plateforme pétrolière et à bord du tanker ne peuvent qu'alerter les autorités. La stratégie qu'adoptent ensuite les Bakassi Freedom Fighters est radicale: « Si le gouvernement camerounais ne vient pas discuter ici avec nous, nous les tuons un par un à partir de lundi. » L'ultimatum provoque alors le malaise des spécialistes de la région. Pas tant du fait de sa violence que de son caractère inédit. De l'autre côté de la frontière, au Nigeria, les enlèvements sont désormais banals et chacun sait qu'ils s'achèvent sans effusion de sang, après remise de rançon.

« Nous n'allons pas les tuer »

Changement de ton, hier matin, tandis que le président camerounais Paul Biya, absent de son pays depuis plus d'un mois, décide d'abréger ses vacances en Suisse. Les ravisseurs assurent que les otages sont « bien traités » et « en bonne santé ». « Nous n'allons pas les tuer, assure un de leurs chefs, joint au téléphone. Ils sont là, dans la forêt où on habite. On attend que le gouvernement nous appelle. Ça peut durer un, deux ou trois mois. Et on ne veut pas d'argent! » Dans ses bribes de revendications, le groupe parle d'autodétermination pour les habitants de la péninsule. Après quinze ans de tensions, le gouvernement camerounais pensait la question résolue. Nichés dans cette zone de mangrove inaccessible par la route, ces groupes armés en ont décidé autrement. Depuis un an, une cinquantaine de personnes, dont vingt-huit militaires et un sous-préfet, ont été tués.

A Paris, ni l'Elysée ni le ministère des Affaires étrangères n'ont

souhaité communiquer la moindre information sur les enlèvements. Hier soir, les diplomates français demeuraient avares de détails : « Nous sommes entrés dans une phase où la communication pourrait compromettre la sécurité des otages. » D'autant que le contexte est très tendu. Selon nos informations, l'armateur marseillais a été la cible de deux autres attaques ces huit derniers jours quand deux de ses navires ont été arraisonnés et pillés, mais cette fois-là sans prise d'otages. Au début du mois d'août dernier, deux autres salariés de Bourbon avaient déjà été enlevés au Nigeria. Ils avaient été libérés sains et saufs un mois plus tard.

Mathieu Deslandes
(avec Guylaine Idoux à Marseille)

Pourquoi ces enlèvements

Yvan Guichaoua, chercheur à Oxford, est spécialiste du golfe de Guinée.

riane. Cette population ne peut plus compter sur la protection des autorités nigérianes et craint d'être livrée à l'arbitraire des forces de sécurité camerounaises. Le différend frontalier est très ancien. Depuis vingt ans, la région est source de vives tensions entre le Cameroun et le Nigeria. La rétrocession a été considérée comme une réussite sur le plan diplomatique, mais les populations locales n'ont pas été consultées. Et l'arrivée des forces de sécurité camerounaises, craintes par les Nigériens de la péninsule, a déclenché un mouvement d'exode de plusieurs dizaines de milliers de Nigériens décidés à rentrer au pays.

Qui arme les preneurs d'otages ?

L'existence de ce groupe est récente, on en sait peu à son sujet. Il bénéficie probablement de soutiens au Nigeria. L'utilisation de vedettes rapides rappelle le mode opératoire du Mend (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger), très actif à quelques dizaines de kilomètres de là, au Nigeria. Le Mend se finance grâce au commerce clandestin de pétrole et aux rançons versées par les familles ou les employeurs – souvent des compagnies pétrolières – des personnes qu'il kidnappe régulièrement.

Que réclament les auteurs de ces enlèvements ?

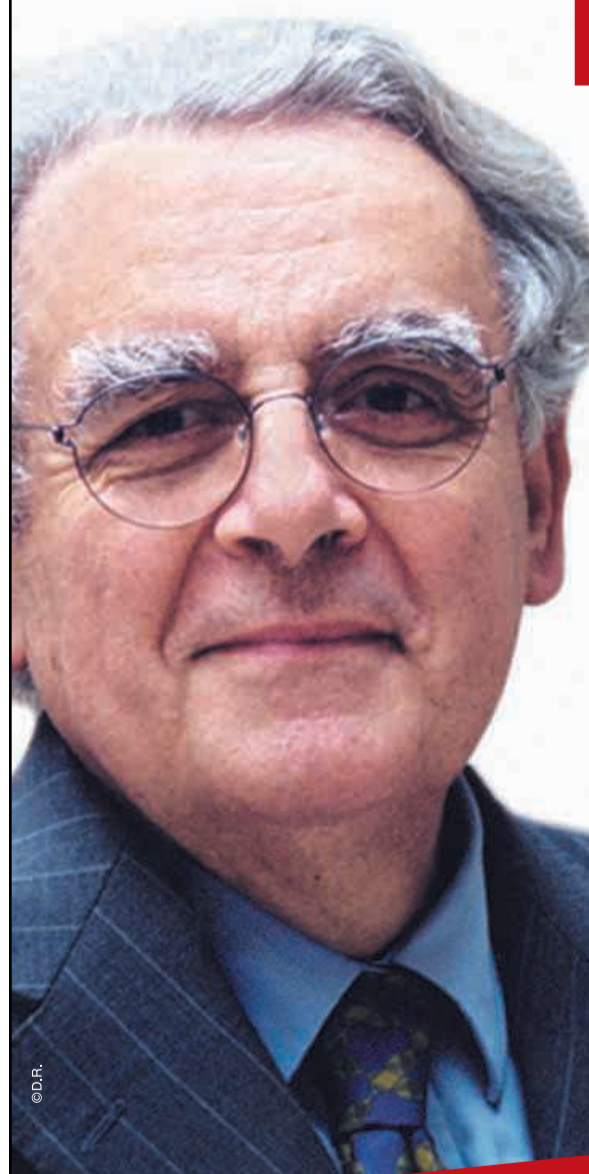
La plate-forme politique des Bakassi Freedom Fighters n'est pas très formalisée. On comprend qu'ils se font l'écho des inquiétudes des habitants de la péninsule de Bakassi rétrocedée en août dernier au Cameroun alors que sa population est essentiellement nigé-

Quel est l'intérêt géostratégique de cette zone ?

Les gisements pétroliers sont nombreux, mais la région est encore sous-exploitée du fait du règlement tardif du conflit. L'accord de rétrocession prévoit une exploitation conjointe du pétrole, entre Camerounais et Nigériens, mais les modalités ne sont pas encore clairement définies. D'où de nouvelles tensions.

Interview
Mt.D.

C'est parti, mon kiki ! Pas de ça Lisette ! Aller se faire lanlaire. Des clous !



Bernard
Pivot
de l'Académie Goncourt

100
expressions
à sauver



AU SECOURS !

■ Albin Michel